

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 23 NOVEMBRE 2015

Envoyé en préfecture le 07/12/2015

Reçu en préfecture le 07/12/2015

DELEGUES :	SEBA EAU
Nombre	83
Quorum	42
Présents	56
Pouvoirs	3
Votants	59
Abstentions	0
Suffrages exprimés	59
Majorité requise	30
Pour	59
Contre	0

## OBJET : N° 1.1 FINANCES – DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2016 -

L'an deux mille quinze, le vingt-trois du mois de novembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

### Titulaires présents avec voix délibérative :

<b>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</b> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / FERRIER Dominique (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias -Casteljau) / FAUGIER Christian (Chandolas)/ MME MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / PASCAL Jean (Faugères) / Mme CHAGOT Patricia (Grospierres) / MM. LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / PONTHER Jean-Yves et CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas ) / ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / ROSE Hermand (Largentièrre) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / CHARRIERE Jacques (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (St Andéol de Vals) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzrières) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / DUGAS Laurent (Tauriers) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon)	<b>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</b> Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. IMMACOLATO Jean-Pierre et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc)
	<b>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</b> MM. BACCONNIER Jean-Claude, FALLOT Joseph, LADREYT Jean-Pierre et Mme CHAGNOL Dominique
	<b>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</b> M. DURIEU Jean-Marie
	<b>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</b> Mme CHAGNOL Dominique et M. BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / MM. GARRIDO Jean-Manuel et BALMELLE Robert (CDC Pays des Vans en Cévennes) / M. PONTHER Jean-Yves (CDC Pays Aubenas-Vals)

### Titulaires ayant donné procuration :

<b>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</b> Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) à M. BOYER Joël M. ROURE Sébastien (Rosières) à M. VEYRENC Eric M. MANENT Pierre (Vinezac) à M. DEVANCIARD Gilles	
---	--

### Titulaires excusés :

<b>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</b> MM. GIRAUD Jacky (Chazeaux) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / CHARRON Claude (Lalevade d'Ardèche) / RISSE Michel (Malbosc) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / M. SOUTEYRAND Marc (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) / M. GRASSET Guillaume (Vinezac)	<b>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</b> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) <b>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</b> M. CIVIER Stéphane (CDC Pays Aubenas Vals)
--	---

### Titulaires absents :

<b>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</b> Mme AMET Maryse (Largentièrre) / M. GIBERT Alain (Rocles) / Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / M. PERBOST Serge (Ruoms) et Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / M. ROURISSOL Denis (St Privat) / Mme CHARROUD Annie et M. AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / M. LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer)	<b>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</b> MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) / BARALE Ange (Vallon Pt d'Arc) <b>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</b> MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques <b>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</b> MM. MANENT Pierre et LARDY Jean-Paul (CDC Vinobre)
---	--

### Suppléants présents avec voix délibérative :

<b>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</b> M. FALGON Guy (Chazeaux) / Mme DUMAS Jacqueline (Lalevade d'Ardèche) / MM. BOYER Joël (Ucel) / ARCHIMBAUD Patrick (Vals-Les-Bains)	<b>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</b> M. LACROTTE Robert (CDC Pays Aubenas Vals)
---	---

Le Secrétaire de séance est : M. RAMANMALI Angelin

- 1/4 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : [administration@seba-eau.fr](mailto:administration@seba-eau.fr) - Site internet : [www.seba-eau.fr](http://www.seba-eau.fr)

## **OBJET : N° 1.1 FINANCES – DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2016 -**

Envoyé en préfecture le 07/12/2015

Reçu en préfecture le 07/12/2015

Affiché le

Bessey  
Levrault

ID : 007-250700267-20151123-2015CS110036-DE

Conformément à la réglementation, le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice 2016 et, éventuellement, les exercices suivants. Dans ce dernier cas, il s'inscrit dans la logique de Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) qui s'appuie sur l'Etude Financière Prospective (EFP) du Cabinet KLOPFER actualisée pour la période 2015-2020.

Le DOB permet également au président de faire connaître ses propositions budgétaires prioritaires et les modifications à apporter par rapport au(x) budget(s) antérieur(s). Ainsi les propositions ou modifications relatives aux autorisations de programmes et de crédits de paiements (AP/CP) peuvent être présentées lors de ce débat.

En aucun cas, le DOB ne peut être un « pré-budget » avec chiffrage précis des différents postes budgétaires sauf pour certaines données connues (dette, annuités, etc.). Les éléments d'information communiqués et les orientations présentées doivent susciter le débat pour dégager une validation totale ou partielle, des amendements et des propositions, voire des contre-propositions.

Des informations sous forme de graphes, camemberts et autres illustrations, ont été projetées et explicitées en séance, de sorte que les éléments communiqués donnent la tonalité générale de l'économie du futur projet de budget primitif 2016.

### **➤ QUELQUES BREFS RAPPELS**

En raison des difficultés passées, le SEBA a pris des décisions importantes générant des conséquences fortes et durables sur sa politique en général et sur ses budgets en particuliers. Nous pouvons ainsi rappeler :

- le maintien de la part syndicale du tarif depuis 1995 pour l'AEP et depuis 2008 pour l'Assainissement, avec même une légère baisse en 2013 dans le cadre des avenants aux contrats de délégation de service public. En d'autres termes, la part syndicale du tarif de l'eau et de l'assainissement n'a pas augmenté pendant 14 ans. Dans le même temps l'inflation s'est accrue de 27,69 % (janvier 2000 - janvier 2015), d'où la décision applicable à partir de 2015 d'indexer les tarifs de redevance sur l'inflation. Un effort conséquent a été ainsi épargné à l'usager qui a dû supporter par ailleurs les effets plutôt pondérés de la clause d'actualisation des contrats DSP et une forte augmentation des taxes de l'Etat et redevances de l'Agence de l'Eau RMC. Au total, le prix de l'eau assainie sur la base de 120 m<sup>3</sup> a cru très faiblement en 10 ans du fait également de l'instauration des multiples de parts fixes depuis 2013. Reste que ce prix est élevé et ne peut être augmenté inconsiderablement.
- le réaménagement de la dette, le recours à un crédit revolving, puis à un emprunt à taux variable, ont permis au SEBA de retrouver à partir de 2009/2010 de nouvelles marges de manœuvre pour investir. Le capital restant dû est passé de 25 000 000 € en 2007 à moins de 13 750 000 € en 2016 et l'annuité sur la même période est passée de 3 M € à 1,570 M €.
- l'établissement de conventions financières avec les collectivités adhérentes pour la réalisation d'investissements à enjeu local (extension ou renforcement des réseaux en lien avec les extensions d'urbanisme) en conformité avec l'article L.2224-2 du CGCT et la réglementation de l'urbanisme. Le taux d'intervention nominal du SEBA sur ce type d'investissements est passé progressivement de 0 % en 2008 à 30 % en 2010 pour arriver à 50 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Le SEBA est sorti du système dérogatoire, la contribution de 50% réclamée au titre de l'extension d'urbanisme trouvant son explication dans le fait que le SEBA ne demande pas le reversement d'une part de taxe d'aménagement au titre de ses compétences.

### **➤ DIFFERENTS ELEMENTS AYANT UN IMPACT SUR LA CONSTRUCTION BUDGETAIRE 2016**

La réalisation des investissements dans les années à venir, inscrite dans un PPI, oblige le SEBA à prendre en considération divers facteurs externes qui s'imposent à lui ainsi que des facteurs internes déterminés par l'évolution des tarifs applicables à la part syndicale qui s'imposent ou qui sont librement choisies.

#### **✓ Les facteurs exogènes qui s'imposent au SEBA :**

- Une inflation proche de 1 à 2 % depuis 2010 qui stagne, voire régresse, au cours des deux dernières années.
- Une baisse notable de la consommation depuis plusieurs années, constatée également au niveau national, suite aux conditions climatiques peu propices et par voie de conséquence une baisse des recettes liées à la part variable ; à noter cependant que la part fixe (abonnement) joue un effet amortisseur et contrebalance favorablement cette baisse en raison des recettes nouvelles liées à l'application des abonnements multiples depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Cette tendance baissière semble avoir atteint son plancher et une stabilisation, voire une augmentation, de la consommation sont attendues.
- Des conditions d'accès aux crédits pour les collectivités publiques, contraignantes jusqu'alors, deviennent de plus en plus intéressantes : marges bancaires en baisse significative, apparition de nouvelles offres sur des durées plus longues, réouverture des lignes de trésorerie, prêts à taux variable confidentiels. L'assurance que les banques acceptent de prêter avant d'engager les dépenses d'investissement s'est également atténuée voire a disparu.
- Le niveau des aides extérieures, les subventions en particulier, devrait être maintenu malgré les contraintes qui pèsent sur les collectivités publiques. Le SEBA n'est plus éligible depuis 2013 à la DETR pour les investissements touchant au service des eaux et au service assainissement.
- L'application du protocole de revalorisation salariale dans la fonction publique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 devrait impacter l'évolution de la masse salariale : revalorisation de la rémunération en début de carrière, rééquilibrage progressif des salaires privilégiant la rémunération indiciaire, etc.

Au total, ces facteurs exogènes présentent globalement un caractère neutre, voire favorable, pour le SEBA comme d'ailleurs pour les autres collectivités publiques en raison de la combinaison de ces éléments plutôt favorables : reprise des consommations, accès à des crédits moins chers, maintien des aides publiques.

✓ **Les facteurs endogènes propres au SEBA :**

- L'adoption des avenants N°4 aux contrats de délégation de service public a généré depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 des charges supplémentaires et/ou des transferts de charges et une baisse des tarifs syndicaux.
- La maîtrise des dépenses de fonctionnement, clé de voûte de la politique d'investissement engagée depuis 2010, devient un exercice de plus en plus difficile. A cet égard, le non renouvellement d'un agent contractuel et d'un emploi avenir en 2014 entre dans cette logique. A contrario, le recrutement à mi-temps d'un technicien titulaire polyvalent y déroge du fait de la demande de deux temps partiels au bureau d'études (recrutement d'un agent contractuel à mi-temps infructueux).
- Le réaménagement de la dette réalisé en 2009 auquel s'ajoutent le recours à un prêt à taux variable extrêmement favorable (3,7 M€ sur 22 ans sur l'index Euribor 1 mois [0,007% en octobre + 0,29% de marge]) ainsi que l'absence de recours à l'emprunt entre 2012 et 2015 ont redonné au SEBA une capacité d'investissement supplémentaire. Ainsi le profil de la dette 2016 montre un encours de la dette inférieur (13,750 M€ en 2016 contre 15 M€ en 2015) et une annuité en très forte baisse (1,570 M€ contre 2 M€) permettant le recours programmé à l'emprunt en 2016 sans impact budgétaire.
- Le prix de l'eau (5,83 euros TTC /m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> juin 2015) reste, malgré le maintien de la part syndicale, encore supérieur à la moyenne nationale. Même si ce prix est quasiment identique à ce qu'il était avant le nouveau contrat de délégation de service public (5,64 euros TTC/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2007), toute augmentation significative du prix de l'eau au robinet aura un impact psychologique négatif sur les usagers. La mise en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 de l'abonnement multiple pour compenser la baisse des recettes liée à une consommation moindre n'a pas été sans mal et montre si besoin que tout nouvel effort demandé à telle ou telle catégorie d'usagers doit être mûrement réfléchi, expliqué et accompagné. L'augmentation constatée des consommations de l'été 2015 va avoir un effet très favorable sur les rentrées budgétaires et remet en cause les prévisions plutôt pessimistes affichées dans l'étude financière prospective.
- Le Programme Pluriannuel d'Investissement mis en place depuis 2008 a été ajusté annuellement pour tenir compte des réalisations et de l'engagement de nouvelles opérations. Le taux de réalisation (extrapolé) 2015 ressort autour de 44 % et reste très inférieur à l'objectif de 65% fixé dans l'étude financière prospective. Reste que le volume des travaux réalisés et mandatés est satisfaisant avec 9,5 M€.

L'ensemble des éléments présentés et amendés dans les différentes instances syndicales a fait l'objet, en interne, d'un travail de compilation, de récolement, sous-budget par sous-budget, en distinguant les dépenses et les recettes et en établissant un précompte administratif 2015.

## PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS 2016

### ➤ **PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS EN MATIERE DE FONCTIONNEMENT/EXPLOITATION :**

- **vis-à-vis des usagers :**
  - pas d'augmentation des tarifs de base de la part syndicale tant pour l'eau potable que l'assainissement collectif et non collectif, à l'exception de la prise en compte de l'inflation (0,00 % entre octobre 2014 et septembre 2015) ;
  - application de la modulation à la hausse d'un 1/5<sup>ème</sup> des tarifs pour les gros consommateurs ;
  - mise en œuvre de l'expérimentation de la tarification sociale ;
  - redéploiement potentiel du service public d'assainissement non collectif.
- **vis-à-vis des collectivités-membres :**
  - maintien du dispositif antérieur : participation communale à hauteur de 50% pour les travaux en lien avec l'urbanisme avec clarification des priorisations ;
  - assouplissement des dispositions de la délibération prise au titre de l'article 6.2.2 aux statuts « consommation minimale tant annuelle qu'estivale » et « demandes de souscriptions nouvelles » pour les collectivités du SEBA Production ;
  - révision de la même délibération prise au titre de l'article 6.2.3 aux statuts modifiés – « dépassements journaliers récurrents – pénalités » pour l'ensemble de ces mêmes collectivités.

- **PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS EN MATIERE D'INVESTISSEMENT**, en cohérence avec l'Etude Financière Prospective 2015-2020 et l'actualisation du P.P.I. 2015-2020 :
- propositions d'investissements pour 2016 de l'ordre de 11 M €, en cohérence avec les montants mandatés ces dernières années (de l'ordre de 8 à 10 M €). Ceci nécessitera un recours effectif à l'emprunt ;
  - priorité donnée à l'assainissement collectif ;
  - poursuite du schéma directeur d'eau potable du territoire « Tanargue » et mise en œuvre du schéma directeur d'eau potable de la « basse vallée du Chassezac » ;
  - mise en œuvre du plan stratégique d'assainissement ;
  - actions en lien avec le développement urbanistique des communes créateur d'abonnés supplémentaires ;
  - réparation des dégâts d'orage... parfois sur des équipements déjà réparés quelques mois plus tôt.

**Pour la Sigalière :**

- Aménagement des locaux d'accueil mis à disposition de SAUR.

**SEBA Eau potable Production :**

- poursuite du déploiement de l'outil de supervision ;
- mise en œuvre d'équipements de régulation sur le réseau ossature afin de répondre à des pointes de consommation toujours plus élevées sans avoir à renforcer les équipements structurants réalisés au cours des trois dernières décennies ;
- réflexion sur l'affectation et la préservation du patrimoine de l'ancienne voie ferrée où est observée une dégradation liée à l'absence de réparation.

**SEBA Eau potable Production et distribution :**

- poursuite du déploiement de schémas directeurs en s'intéressant aux territoires Hautes-Cévennes/Bassin de Vals ;
- poursuite des actions relatives à la qualité de l'eau produite avec la restructuration de l'usine de production de Laboule ;
- prise en compte de la gestion patrimoniale en réponse à un double enjeu : économiser les volumes prélevés tout en investissant sur le maintien du patrimoine par des actions ciblées (réduction des pressions par exemple), le renouvellement pur et simple des canalisations ne devant pas constituer le premier réflexe ; un domaine qui est appelé à prendre de l'ampleur.

**SEBA Assainissement :**

**Assainissement collectif :**

- poursuite des travaux de restructuration de l'assainissement « rive gauche de la boucle d'Aubenas ». La nouvelle station d'épuration devrait être en service à la fin de l'été et, dans les semaines qui suivront, les stations de Labégude et Vals n'auront plus de fonction de traitement in situ ;
- Poursuite des travaux pour le secteur de Ruoms, avec l'agrandissement de la station d'épuration et les travaux de collecte pour la zone Chapoulière-La Grand-Terre ;

**DEBAT**

Sur ces bases, le débat d'orientation budgétaire est ouvert. Il appartient aux membres du Comité Syndical de se positionner sur les propositions faites, de les critiquer ou de les amender éventuellement, voire de faire de nouvelles propositions.

**Le Comité Syndical, après débat, prend acte, à l'unanimité des membres présents ou représentés, de la présentation du Débat d'Orientation Budgétaire 2016.**

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME  
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL